Zeitschrift: Bildungsforschung und Bildungspraxis : schweizerische Zeitschrift für Erziehungswissenschaft = Éducation et recherche : revue suisse des sciences de l'éducation = Educazione e ricerca : rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 15 (1993)

Heft: 3

Vorwort: Éditorial

Autor: Hofstetter, RIta / Schneuwly, Bernard

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Editorial

L'illettrisme, «une émotion des classes cultivées»

Rita Hofstetter et Bernard Schneuwly

La persistance de l'illettrisme dans nos sociétés modernes, depuis longtemps d'inspiration démocratique et fortement scolarisées, polarise aujourd'hui l'attention de maints chercheurs, et les experts et praticiens du champ éducatif sont à l'évidence directement concernés. Largement débattue sur la scène publique, la question ne finit pas d'engendrer polémiques et discours alarmistes, répercutés par les médias, et pourtant le phénomène demeure encore peu connu, offrant ainsi la place à moult interprétations des plus fantaisistes et à la désignation de responsables au gré des affinités politiques et des appartenances sociales.

La «découverte» de l'illettrisme en Suisse est très récente: quinze ans après les Etats-Unis et peu après la France, le pays s'aperçoit que sur son territoire la «maladie» fait également des victimes. «Même chez les Helvètes» titrait fort à propos le quotidien *24 Heures* en mai 1989. Les premiers rapports, bien alarmistes comme il se doit, se demandaient à l'époque: «Sind 20 000 Schweizer Analphabeten?» (*Tages-Anzeiger,* septembre 1985) pour recenser bientôt «30 000 Suisses analphabètes» (*Journal de Genève,* octobre 1988) et passer quelques mois plus tard à «Plus de 50 000 illettrés en Suisse» (*Journal de Genève,* mai 1989). Visiblement, «L'analphabétisme gagne du terrain» (*Tribune de Genève,* mars 1990). On ne pouvait évidemment pas en rester là. En 1992, Roger Girod, se fondant sur une étude genevoise portant sur 204 personnes, estime que dans ce canton «la proportion des cas d'illettrisme serait de 7%» (p. 37), ce qui, en extrapolant sur la Suisse et en supposant bien entendu que les Genevois ne sont pas plus – ni moins – touchés par le phénomène que leurs compatriotes, permet d'avancer dorénavant le chiffre de 350 000 illettrés. Girod va encore plus loin en affirmant, dans le même texte, qu'«autour de 750 000 adultes ne savent vraisemblablement pas se servir d'un annuaire téléphonique pour trouver une adresse» (p. 23). A quand le million? Décidément, c'est «une ‹honte› à soigner» (*24 Heures,* mai 1989).

Comment comprendre cette importante «élasticité» des estimations? Manifestement, des problèmes d'évaluation se posent, liés à la relativité des définitions et des outils disponibles pour apprécier l'illettrisme. Pour J. Fijalkow, vu l'absence de normes acceptées conventionnellement, «toute personne peut, à partir de l'outil qu'elle a construit, faire monter ou faire descendre à sa convenance le taux d'illettrisme» (p. 77). En effet, à concepts et outillages relatifs, estimations relatives. Les règles élémentaires de la docimologie ne sont de surcroît pas toujours respectées: peut-on légitimement, à partir d'un nombre extrêmement restreint de questions, prétendre être à même d'estimer le taux d'illettrisme de l'ensemble d'une population? se demande D. Bain dans un article publié ci-dessous, et il insiste fort pertinemment sur la nécessité d'examiner soigneusement nos outils d'évaluation, dans l'espace scolaire particulièrement, pour être à même de repérer les cas où les circonstances de l'évaluation et les questions formulées infléchissent elles-mêmes les résultats.

Le dernier ouvrage du sociologue R. Girod (*Modernité et illettrisme,* avec F. Sjollema, 1992) n'a pas réussi, nous semble-t-il, à éviter cet écueil, ce qui est d'autant plus regrettable que son propos est d'importance puisqu'il y évalue le nombre d'illettrés en Suisse. S'équipant d'un questionnaire fortement teinté de la culture scolaire, ne mesure-t-il pas ce faisant essentiellement le niveau de familiarité des personnes interrogées avec ce type de pratique? Ne met-il pas ici simplement en évidence la distance culturelle d'une frange de la population d'avec des connaissances scolairement valorisées, ce d'autant plus lorsqu'une proportion non négligeable des interviewés (8%) ont un niveau de maîtrise très faible du français (le taux d'échec des Suisses d'origine suisse alémanique et suisse italienne comme des étrangers est d'ailleurs nettement plus élevé), ce qui laisse supposer des références linguistiques et culturelles indéniablement différentes?

Celui qui s'attache à mesurer le niveau de connaissance d'autrui a la responsabilité de s'interroger sur ses propres représentations du savoir pour éviter de se faire le gardien de la seule culture savante. La perplexité du «savant» face à l'«illettré» ne renvoie-t-elle pas en réalité à celle de toute personne confrontée à l'altérité, qu'il faudrait s'abstenir de ne définir qu'en termes négatifs, pour la réduire à une insuffisance à combler? Il revient au chercheur d'éviter de désigner comme illettrée ou «sous-instruite» toute personne en possession d'autres savoirs que ceux reconnus comme dignes et légitimes, et dont lui-même tire justement, en tant qu'érudit ou enseignant, sa subsistance. La fiabilité de ses évaluations en dépend. N'effleure-t-on pas ici avant tout un problème culturel et social, comme le montre J. Hébrard en qualifiant fort judicieusement l'illettrisme d'«émotion des classes cultivées»?

La «découverte» de l'illettrisme – n'est-ce pas un peu comme Christophe Colomb qui découvre les Indiens d'Amérique, hordes sauvages auxquelles il faut apporter la bonne parole, si tant est qu'on leur reconnaît une âme? – se situe pourtant dans un contexte précis qui permet de comprendre qu'il s'agit moins d'un nouveau phénomène que d'une population nouvellement problématisée, résultat d'une construction sociale qui remplit des fonctions idéologiques bien déterminées: il y a d'une part la prolongation généralisée de la scolarité, qui rend visible un problème que le système scolaire pouvait ignorer

jusque-là, à savoir la maîtrise insuffisante par de nombreux élèves de certaines pratiques de lecture requises pour des études prolongées; il y a d'autre part la crise économique avec ses premiers soubresauts dans les années 1973, dont les effets atteignent la Suisse plus tardivement et d'abord de manière atténuée, et qui produit le discours sur la non-qualification comme facteur essentiel de marginalité et de chômage. La société est appréhendée à l'aune du système scolaire; les «loosers» sont les mauvais élèves, ceux qui ne savent ni lire ni écrire; la responsable, c'est l'école qui les produit. Cette vision est encore renforcée par les exigences sociales en matière de lecture et d'écriture, complexes, diversifiées, de plus en plus puissantes et qui nécessitent un saut important dans les qualifications.

Si la construction sociale actuelle de l'illettrisme tend à surestimer le phénomène, il est, d'un autre point de vue, trop souvent encore sous-estimé et ramené de façon pour le moins simplificatrice à un problème technique, qui réduit par exemple la lecture à la compréhension d'un énoncé. Lire signifierait être capable de répondre à une série de questions d'ordre pratique ou de savoir en se basant sur le document écrit. A cette vision simpliste se substituent de plus en plus des conceptions nouvelles qui acceptent au moins les thèses suivantes: les formes de lecture et d'écriture sont très diverses; la plupart de ces formes ne sont guère reconnues comme «lecture» et comme «écriture» y compris par ceux-là même qui en font usage; rares sont ceux qui sont complètement exclus de toute pratique formelle de l'écrire. La lecture soulève donc des questions d'ordre conceptuel et culturel qui renvoient au rapport que chacun entretient avec la culture écrite et avec les instances détentrices des savoirs légitimes.

C'est à ce niveau, précisément, que praticiens et experts, toutes approches confondues, pourraient collaborer, comme se le proposent, ci-dessous, les auteurs de l'article intitulé «De mauvais lecteurs parlent de lecture»: à partir de cadres conceptuels divers, reconnaître et analyser finement les pratiques existantes (savoirs scriptuaires) dans leurs usages concrets et locaux; engager chercheurs, maîtres et élèves à s'interroger sur leurs attitudes et leurs représentations face à la lecture et plus généralement au savoir; permettre également que chacun puisse s'approprier ses propres émotions face à la lecture, toutes aussi légitimes, et non pas seulement doive faire siennes les normes scolaires de la «bonne» et «vraie» lecture, qui correspondent avant tout, on le sait, aux «goûts» et aux préoccupations des classes cultivées.

Références bibliographiques

Fijalkov J., «Les Français deviennent-ils analphabètes?» in *Echec scolaire et illettrisme,* Lausanne, Cahiers de l'EESP, 1992.

Girod R. et Sjollema F., *Modernité et illettrisme,* enquêtes (Suisse, Genève), Lausanne, Réalités sociales, 1992.

Hébrard J., «L'illettrisme, une émotion des classes cultivées», *Bibliothèques publiques et illettrisme,* Paris, Ministère de la Culture, Direction du livre et de la lecture, 1986.